

**Bilan social de  
l'Union européenne 2006**

**Huitième rapport annuel**

Sous la direction de  
Christophe Degryse et Philippe Pochet

Institut syndical européen pour la recherche, la formation et  
la santé et sécurité (ETUI-REHS)  
Observatoire social européen (OSE)  
The National Institute for Working Life and  
The Swedish Trade Unions in Co-operation (SALTSA)

## **Remerciements**

Le « Bilan social de l'Union européenne » est le fruit d'un travail collectif. Outre les auteurs des différentes contributions (voir liste en fin d'ouvrage), nous tenons à remercier tout particulièrement, pour leur relecture attentive et commentaires avisés, les chercheurs de l'Institut syndical européen pour la recherche, la formation et la santé et sécurité (ETUI-REHS). Les analyses contenues dans cet ouvrage restent, bien entendu, de notre entière responsabilité.

Nous tenons également à remercier M. Reiner Hoffmann de la Confédération européenne des syndicats (CES), ainsi que Mme Maria Jepsen de l'Institut syndical européen pour la recherche, la formation et la santé et sécurité (ETUI-REHS).

Nous avons pu bénéficier de l'organisation très efficace des travaux de Mme Valérie Cotulelli pour la mise en forme des textes, de Mme Françoise Verri pour la coordination des traductions et de Mme Dominique Jadot pour les références de la chronologie en fin de volume.

Bruxelles, 2007

© Éditeur: ETUI-REHS, Bruxelles

Tous droits de reproduction réservés

Impression : imprimerie de l'ETUI-REHS, Bruxelles

D-

ISBN:

Prix: 20 €

Ce livre a été réalisé par l'Observatoire social européen  
à la demande de l'Institut syndical européen pour la recherche,  
la formation et la santé et sécurité  
et de la Confédération européenne des syndicats  
et avec le soutien de SAL TSA.

L'ETUI-REHS est subventionné par la Commission européenne.

---

Christophe Degryse et Philippe Pochet

## Avant-propos

Alors qu'en 2006, l'Union européenne semble s'enliser dans la crise constitutionnelle, le monde, autour d'elle, continue de tourner. Face à la globalisation, le choix européen est simple : consolider les acquis dans une Union élargie – droits fondamentaux, normes sociales et environnementales – ou les sacrifier dans la course globale à la compétitivité. Cette tension est, en filigrane, présente dans l'ensemble des contributions de ce bilan des questions sociales européennes. Qu'il s'agisse de la gestion sociale des restructurations d'entreprise, de l'affirmation des droits fondamentaux, ou encore du dialogue social et des normes de santé et de sécurité sur les lieux de travail, cet ouvrage est traversé par ces deux forces antinomiques : affirmer la spécificité du modèle économique et social européen, ou se délester des « charges » et « entraves » à la compétitivité sur la scène internationale.

Sur le plan international, même si le recul manque, on pourrait émettre l'hypothèse que l'année 2006 est une année de ruptures. Ainsi, la suspension – provisoire – des négociations menées au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en juillet, met entre parenthèses le fameux Cycle de Doha pour le développement mais, surtout, met en lumière les profondes divergences entre groupes de nations sur les principes, la portée et l'intensité de la libéralisation du commerce international. La montée en puissance de la Chine, non plus comme acteur commercial mais comme puissance diplomatique, est remarquable. En 2006, la Chine est sur tous les fronts : préparant un nouvel accord de coopération avec l'Union européenne, renforçant sa coopération économique en Afrique, consolidant son partenariat avec la Russie dans le domaine énergétique, affirmant ses priorités diplomatiques aux États-Unis, en particulier dans le dossier du nucléaire iranien... La Russie, aussi, est tentée d'affirmer sa puissance non seulement dans son jardin, mais également comme acteur eurasiatique incontournable, n'hésitant pas un seul instant à utiliser le levier de sa puissance énergétique. Aux États-Unis, 2006 marque en revanche la fin du triomphalisme des néoconservateurs : ceux-ci sortent considérablement affaiblis de l'enlèvement en Irak (rapport *Baker*) et des élections générales de mi-mandat. Les États-Unis sont amenés à revoir certaines de leurs positions, y compris dans le domaine sensible du réchauffement climatique.

Ainsi, par l'émergence de nouveaux acteurs mondiaux, mais aussi par le caractère désormais incontournable de défis globaux liés à la logique néolibérale (inégalités sociales croissantes, réchauffement climatique, dégradation des ressources naturelles et de l'écosystème), c'est le modèle du néolibéralisme triomphant qui révèle ses limites et, sans doute, le début de son déclin. En novembre 2006, les confédérations syndicales internationales se sont unies au sein d'une nouvelle organisation, la CSI (Confédération syndicale internationale), afin de relever les défis de la globalisation. À Vienne, le congrès de fondation de la CSI s'est engagé à « changer fondamentalement la mondialisation afin qu'elle fonctionne en faveur des travailleuses et travailleurs, des sans-emploi et des pauvres ». Cet engagement reflète également un consensus mondial, au sein du mouvement syndical, sur l'analyse des causes à combattre et des stratégies à mettre en œuvre afin d'atteindre cet objectif : « il est essentiel que les politiques du néolibéralisme du marché libre et les défaillances manifestes et l'incohérence de la communauté internationale face au processus actuel de mondialisation, cèdent le pas à une gouvernance de l'économie mondiale » (sur la question de la maîtrise de l'équilibre concurrentiel sur le marché européen, lire l'article de Marie-Ange Moreau).

Parallèlement au défi social, s'impose désormais à l'agenda international le défi environnemental. En 2006, ce ne sont plus des écologistes qui alertent l'opinion publique sur le réchauffement climatique, mais un ancien candidat à la présidence des États-Unis. Ce ne sont plus des organisations non gouvernementales, mais le gouvernement britannique qui, par les calculs de l'ancien chef économiste de la Banque mondiale, chiffre à 5 500 milliards d'euros les conséquences du changement climatique si rien n'est fait (rapport *Stern*). C'est désormais dans le *Financial Times* que l'on lit : « dans le changement climatique, les entreprises devront s'adapter ou mourir » (1). Ce sont désormais moins les météorologues qui parlent de climat que les

---

<sup>1</sup> John Llewellyn, « Companies must adapt or die in a changing climate », *Financial Times*, 29 janvier 2007.

entomologistes, les agriculteurs – la nature ayant, elle, commencé son adaptation –, ainsi que les compagnies d'assurances et le monde financier. Les dégâts économiques et sociaux du modèle économique dominant sont désormais un enjeu chiffré immédiat. Dans ce contexte, l'Union européenne a à choisir entre affirmer la spécificité d'un développement économique, social et environnemental équilibré, juste et durable, ou continuer à supprimer les « entraves » à sa compétitivité sur la scène internationale, les yeux rivés sur les performances à court terme de ses compétiteurs.

Dans les États membres de l'Union européenne, la contestation du néolibéralisme trouve son expression dans une série de scrutins nationaux. Toutefois, cette contestation ne prend pas la forme unique d'un retour de la gauche, mais également celle d'une montée de partis populistes, nationalistes, d'extrême-droite. À l'exception de la Suède, tous les scrutins de 2006 ont vu soit la gauche l'emporter, soit la droite nationaliste et populiste (voire les deux, en Slovaquie). La formation du groupe politique « Identité, tradition, souveraineté » (ITS) au Parlement européen en janvier 2007 en est le reflet et la conséquence. Cette évolution donne toute sa consistance à la nécessité d'une politique européenne proactive en matière de droits fondamentaux (lire, dans ce volume, la contribution d'Olivier De Schutter concernant la création de l'Agence européenne des droits fondamentaux).

En Hongrie, après une campagne serrée contre la droite nationaliste, les électeurs choisissent, en avril, la continuité, et réélisent le premier ministre socialiste, Ferenc Gyurcsany<sup>(2)</sup>. Lors des élections législatives de mai dans la partie grecque de Chypre, le parti communiste Akel continue de s'affirmer comme la plus importante formation chypriote grecque, les autres partis de la coalition étant le parti socialiste Edek, l'europarti Evroko et les Verts. En République tchèque, les élections de juin ramènent la droite anticommuniste, eurosceptique et libérale au pouvoir. Après une crise politique qui dure jusqu'en janvier 2007, une coalition « bleu-noir-vert » est mise en place. En juin, les élections législatives en Slovaquie voient la victoire de la gauche et des nationalistes, en réaction aux années de réformes libérales. Le parti social-démocrate s'allie avec le populiste Mouvement pour une Slovaquie démocratique et l'ultranationaliste Parti national slovaque, ce qui amène le Parlement européen à suspendre le parti de gauche. En Suède, lors des élections législatives de septembre, une coalition des partis conservateur, libéraux, centriste et chrétiens-démocrates met fin à douze années de gouvernement social-démocrate. Pour autant, la social-démocratie demeure la principale force politique du pays. En octobre, les élections législatives en Autriche sont marquées par la défaite inattendue des conservateurs, la victoire de l'opposition social-démocrate, et une remontée de l'extrême-droite. En novembre, aux Pays-Bas, les élections voient une sanction des partis traditionnels, une percée des antilibéraux, et l'émergence d'un parti anti-immigrés. Si, depuis quelques années, il y a donc un parfum de retour de la gauche (Espagne, Italie, Portugal, Hongrie, Autriche, ainsi que dans les gouvernements de coalition : Belgique, Allemagne...), celui-ci s'accompagne d'une montée de la droite nationaliste et populiste (au Royaume-Uni, en Pologne, en Belgique, aux Pays-Bas, en Autriche, en Slovaquie, en République tchèque, en Roumanie, etc.).

En ce qui concerne la politique européenne des grands États « traditionnels », à l'exception de l'Allemagne et de l'Espagne, ceux-ci semblent, en 2006, peu en mesure de contribuer à sortir l'Europe de l'impasse : la France en pré-campagne électorale pour les présidentielles de 2007 se montre incapable à la fois de donner sens au « non » au traité constitutionnel et d'imaginer un scénario de sortie de crise. La désunion de la gauche anticapitaliste, majoritairement à l'origine du non, achève de faire disparaître la question européenne des radars. Au Royaume-Uni, l'échec de la politique européenne du premier ministre M. Tony Blair et l'usure des travaillistes (reflétée lors des élections locales du 4 mai) contribuent à la montée en puissance des conservateurs de M. Cameron et à un accroissement pérenne de l'euroscepticisme britannique. En janvier 2007, l'ancien conseiller politique de M. John Major, Lord Blackwell, plaide pour le retrait du Royaume-Uni des structures institutionnelles de l'Union<sup>(3)</sup>. En Italie, il y a certes la victoire électorale de M. Prodi sur M. Berlusconi, et la volonté affirmée de renforcer la politique européenne en relançant l'idée d'un noyau intégrationniste avec la France, l'Allemagne et l'Espagne. Mais les difficultés de politique intérieure du nouveau président du Conseil sont importantes et affaiblissent le gouvernement. En outre, la situation budgétaire de l'Italie est moins bonne que prévu. En Espagne, le premier ministre, M. Zapatero, soutient l'intégration européenne ainsi que la ratification du traité constitutionnel. En

<sup>2</sup> Aux élections locales d'octobre, c'est, cette fois, la droite conservatrice qui l'emporte.

<sup>3</sup> Norman Blackwell, « The forces pushing us away from European integration », *Financial Times*, 29 janvier 2007

novembre, lors du 19<sup>e</sup> Sommet hispano-français, le président français, M. Jacques Chirac, annonce qu'il considère désormais l'Espagne comme un « partenaire stratégique privilégié » pour faire avancer l'intégration européenne, au même titre que l'Allemagne. Toutefois, en organisant avec le Luxembourg de M. Juncker, la conférence des « Amis de la Constitution » en janvier 2007, rassemblant les pays ayant procédé à la ratification du texte, Madrid suscite l'ire de Paris. En Pologne, le parti conservateur Droit et justice (PiS), qui scelle un accord fin avril avec les populistes antilibéraux et la Ligue des familles polonaises, d'extrême-droite, s'oppose à ses partenaires européens dans bon nombre de dossiers : enquête du Parlement européen sur les vols de la CIA, blocage de l'accord de coopération avec la Russie, absence de mesures effectives pour résorber le déficit polonais...

Au terme de ce rapide tour des grands pays, il apparaît que seule l'Allemagne et la grande coalition de Mme Angela Merkel sont en mesure de jouer un rôle central dans la relance de l'Union européenne. Cette situation suscite d'ailleurs beaucoup (trop ?) d'attente lors du lancement de la présidence allemande au 1<sup>er</sup> janvier 2007. Toutefois, sa marge de manœuvre est dépendante des résultats des élections présidentielles et législatives en France, ainsi que des développements politiques au Royaume-Uni, M. Blair ayant annoncé qu'il quitterait le pouvoir en 2007. C'est donc au moment de l'émergence de nouveaux acteurs et de nouveaux défis globaux que l'Union européenne s'enlise et que la plupart de ses États membres semblent perdre toute vision politique pour elle.

En politique « intérieure », l'année 2006 achève les dossiers importants lancés sous la Commission européenne précédente : la directive service est adoptée (voir l'article d'Éric Van den Abeele), ainsi que la réglementation *Reach* concernant la mise sur le marché des produits chimiques. Dans un contexte économique porteur s'accompagnant d'une baisse générale du chômage, on ne parle plus de la Stratégie de Lisbonne, qui fut pourtant, de 2000 à 2005, l'alpha et l'oméga des politiques communautaires. Signe de tensions au sein même de la Commission et/ou entre la Commission et les États membres, de nombreux dossiers politiques sont reportés ou suspendus : retard dans la révision à mi-parcours du Livre blanc sur la politique européenne des transports à l'horizon 2010, reports de la publication du Livre vert sur la modernisation du droit du travail, report du plan d'action de la Commission pour l'efficacité énergétique, report du plan d'action sur la politique en matière de brevets, suspension du projet de recommandation sur la rémunération au titre de la copie privée, report d'une communication sur les suites à donner au Livre blanc sur les services d'intérêt général, retard dans l'adoption de la stratégie de réduction des émissions de CO<sub>2</sub> des voitures particulières... En outre, de nombreux dossiers sociaux traînent ou sont au point mort depuis trop longtemps : réforme de la directive sur le temps de travail, directive sur les travailleurs intérimaires, révision de la directive sur les comités d'entreprise européens... La Confédération européenne des syndicats souligne : « alors qu'entre 1957 et 2002, deux directives sociales étaient adoptées par an, en 2005 et 2006, pas une seule initiative législative a été prise » (mémoire de la CES à la présidence allemande de l'Union européenne, janvier 2007).

En matière environnementale, les divergences de vues et conflits entre commissaires européens sont de notoriété publique ; c'est donc une Commission traversée par de profonds clivages qui est responsable de mener la stratégie européenne en matière de réchauffement climatique. Quant au domaine social, différentes contributions de ce Bilan dépeignent une Commission en retrait, alimentant peu les débats et présentant peu d'initiatives dans les dossiers tels que les services d'intérêt général et les services sociaux (lire l'article de Rita Baeten), les questions de santé-sécurité sur les lieux du travail (lire l'article de Laurent Vogel), le dialogue social européen (lire l'article de Christophe Degryse).

Les défis, tant internes qu'externes, qui se posent à l'Union, ses institutions, ses États membres appellent une vision et un engagement politique fort. Changement climatique, inégalités sociales, cohésion territoriale, affirmation d'un modèle de développement durable, rôle dans la diplomatie internationale... Dans le monde multipolaire qui se dessine – et qui, plus que jamais, aura besoin de régulations –, l'Union est l'un des rares acteurs en mesure de promouvoir un consensus mondial et de rassembler les ressources politiques afin de faire face aux défis globaux. Mais en 2006, pour l'ensemble de ces défis, la question a surtout été : l'Union a-t-elle les ambitions de ses moyens ?